

Les « termes de l'échange »

LE monde rural concentre l'essentiel des observations et des interrogations des collaborateurs de la revue dans sa présente livraison. Fort opportunément, G. Courade, dans son analyse des complexes agro-industriels au Cameroun, nous rappelle ces vérités premières : dans les pays non miniers, soit la majorité des États africains, l'agriculture emploie l'essentiel des populations actives, assure une part prépondérante dans les budgets des États, constitue la source majeure des recettes en devises, finance, par les prélèvements qu'elle subit, d'autres activités et d'autres secteurs. On saisit tout l'intérêt qu'il y a à examiner d'un peu plus près ce qui se passe socialement et politiquement ici autour de la production du riz, là-bas autour de celle du coton, ailleurs autour de celle du tabac, du café... La minutieuse enquête de N. Casswell, qui reconstitue les conditions de la disparition de l'ONCAD au Sénégal, conduit à cette conclusion : l'arachide est politique. Observer, derrière sa culture et sa commercialisation, le jeu des échanges sociaux, la structure des rapports de force, la sinuosité des transferts financiers, c'est scruter les fondements mêmes de l'État. Une tendance de la « science politique », sous prétexte que la perspective économiciste mutile la connaissance des phénomènes de pouvoir, voudrait nous les faire appréhender pour eux-mêmes, quand elle ne va pas jusqu'à les réduire à une dimension purement culturelle. Sans pour autant s'analyser comme un retour à une didacture de l'infrastructure, le changement de perspective opéré par la politiste. N. Casswell pourrait sonner comme un rappel à l'ordre du réalisme : par l'ampleur de l'extraction fiscale, par l'étendue des accumulations « parallèles » auxquelles elle donne lieu, l'arachide fonde l'économie des rapports politiques entre de nombreux Sénégalais.

Mais lorsqu'il s'agit d'évaluer les résultats des interventions étatiques dans le monde agricole — et, par-delà les résultats, du rapport des paysans à l'État — les auteurs hésitent.

En définitive, les analyses sociales comparées de P. Geschiere et les remarques économiques à coloration normative de R. Jeffries offrent à la question paysanne les « termes de l'échange » intellectuel dans lesquels elle pourrait se poser provisoirement : plus ou moins d'État ? Plus ou moins de marché ? On se contentera d'émettre des hypothèses et de braver des tabous en veillant à ne pas refermer un dossier à peine ouvert. N'en déplaise à ceux qui seraient tentés de situer le marché du côté conservateur et l'État du côté progressiste ou à ceux qui verraient dans la reprise des thèmes du moment une alliance objective avec le diable reaganien ou le démon FMlen, la question de l'État (et du marché) doit être posée. L'échec patent des politiques agricoles, des Caisses dites de stabilisation, le raté généralisé des entreprises dites publiques, les contradictions des tentatives de contrôle étatique sur les circuits de distribution, l'extrême vivacité et la capacité de résistance des économies privées, de multiples exemples d'efficacité de régulations assurées par le marché invitent naturellement à s'interroger sur les mérites de l'État.

Au bout de la chaîne complexe des transferts de valeur, les paysans sont-ils dépossédés des fruits de leur travail ? Sont-ils les laissés-pour-compte de l'architecture sociale postcoloniale ? Sont-ils écartés des décisions de toutes sortes qui s'élaborent au sommet des États ? Retenons d'abord que la catégorie unifiante et abstraite du paysannat ne peut dissiper la réalité différenciée, voire conflictuelle, des paysans : N. Casswell signale le statut particulier des « gros producteurs » et P. Geschiere, dans sa critique des thèses de G. Hyden, rappelle fort à propos que le monde rural est traversé par des tensions et des oppositions d'intérêts entre groupes qui affectent le rapport des paysans au politico-étatique — en même temps d'ailleurs que leur position respective dans le mouvement d'extension des formes capitalistes. Certes, l'implantation des complexes agro-industriels camerounais illustre un « mode de production politique » où les programmes de « développement rural » s'imposent par « le haut » et sont conçus si loin des sociétés concernées qu'ils débouchent sur cet apparent paradoxe d'une agriculture sans paysans. De ce point de vue, beaucoup de forces (gouvernants, bureaucrates, praticiens du développement, intellectuels, etc.) paraissent se liquer pour ériger la direction politique des sociétés africaines en science du gouvernement extérieur à la paysannerie : le problème fondamental étant d'accumuler du capital, les divergences ne portent, finalement, que sur les modalités ponctuelles et locales du processus d'extraction de valeur

(permettra-t-on de dire ici que certains débats sur la nature révolutionnaire ou non de la paysannerie font penser à certain synode européen du XII^e siècle tout agité par la question de savoir si la femme avait une âme).

S'il est vrai, comme le rappelle R. Jeffries, que les paysans sont sensibles au prix et à la « rentabilité » et si, pour aller plus loin encore que cet auteur, on peut affirmer que toute politique agricole interventionniste est fondée sur le présupposé d'une incapacité paysanne à adopter un comportement rationnel, peut-on cependant assurer, sur le plan macro-économique, que les résultats d'une économie dirigée sont tendanciellement inférieurs à ceux d'une économie de marché ? État et marché : termes provisoires du débat, avons-nous écrit. Oui, et pour plusieurs séries de raisons. En premier lieu, il ne faut pas négliger, en ce domaine, les difficultés de vérification empirique de toute proposition. En second lieu, les pôles de la problématique ne sont pas aussi individualisés qu'il y paraît. Le marché ? Mais on sait, depuis K. Polanyi, que le marché autorégulateur est une utopie (1). L'État sans le capital ? Mais on sait, avec H. Lefebvre, que développement de l'État et développement du capital vont de pair (2). Et nous avons la confirmation, avec P. Geschiere et C. de Miras, de la coalescence partielle de l'État et du capitalisme. En troisième lieu, il convient de se méfier du Zeitgeist et du lieu dont il émane. Tout une littérature occidental-nordiste attachée à expliquer la crise et à proposer des « solutions » fonde sa démarche sur l'opposition manifeste entre l'État et le marché. Outre les raisons déjà évoquées, peut-on sérieusement envisager de projeter ces schémas sur le terrain africain sans précautions préalables ? Où est-il l'État-providence, dénoncé par beaucoup comme fauteur du dérèglement ? L'État tout court a-t-il atteint, pénétré toute la société ?

On veut suggérer que toute analyse qui repose sur une opposition nette entre l'État et le marché paraît prendre quelque distance avec les réalités africaines. Il ne s'agit pas pour autant d'affirmer que le salut est intermédiaire et qu'il se situe quelque part entre le tout-État et le tout-marché. On a plutôt le sentiment que la compréhension du rapport paysans/État/marché gagnerait à s'arracher à l'alternative des deux derniers termes et, dans le prolongement des travaux de P. Geschiere et C. de Miras, à observer les pratiques interlopes, louvoyantes, ambiguës et finalement fort complexes des acteurs sociaux.

Yves-André Fauré

(1) Cf. K. Polanyi, *La grande transformation*, Paris, Gallimard, 1983.

(2) Cf. H. Lefebvre, *De l'État*, T. 3,

Le mode de production étatique, Paris, UGE, 1977.